

POURQUOI JE SUIS TOUJOURS GILET-JAUNE... RÉFLEXIONS ENTRE L'ACTE 17 ET 18...

Dix-sept semaines à suivre ou participer à un mouvement populaire. Tous les actes ont été différents, mais peut-être devons-nous évoquer aussi l'acte XIV acte où le mouvement n'est plus aussi soutenu, par l'opinion.

Les militants révolutionnaires ont sinon un programme du moins une direction: s'ils participent ou impulsent un mouvement social, habituellement, c'est que cela rentre dans leur programme. Ou bien ils cherchent à l'influencer.

Pourquoi je suis Gilet-jaune?

En premier bien sûr parce qu'en tant que militant on s'intéresse à une révolte populaire. En second parce qu'en tant qu'historien on positionne cette révolte dans toute une série de frictions entre les gens, les travailleurs et la domination. Mais en troisième, surtout parce qu'on est concerné au plus profond de nous-même par une violence subie coup après coup, par un système kafkaïen que n'importe quel extra-terrestre jugerait comme si on avait mis le feu à une fourmilière.

Régulièrement depuis un an, j'échange avec un psychologue à cause de problématiques dans le travail. Ces échanges, loin de m'orienter vers un lâcher-prise individualiste, renforcent mes convictions politiques révolutionnaires, alimentent mes révoltes.

La difficulté avec le monde professionnel n'est pas de l'ordre de l'exploitation capitaliste directe. Aucun actionnaire ne gagne d'argent sur mon travail.

Il est plutôt de l'ordre de la dissonance, d'avoir l'impression de vivre dans deux mondes parallèles, d'être sans cesse dans un théâtre. Comment travailler dans un système que l'on sait profondément irrationnel et intenable? Notre génération, celle née en 68, n'a pas connu le schéma simple prôné par les révolutionnaires d'avant: «*On abolit le salariat, l'exploitation et on s'auto-organise pour reprendre nos entreprises en main*».

Aujourd'hui nous vivons deux choses différentes qui rendent ce schéma impossible.

Si on abolit simplement le système capitaliste, on redistribue les richesses... Cela ne changerait pas grand chose à ce «*fake*» dans le professionnel.

Deux livres récents m'ont rassuré sur cette difficulté intime d'être en dissonance permanente. Rassuré dans le sens où d'autres l'ont pensé et écrit également.

Citons David Graeber, avec *Bureaucratie*, mais surtout *Bullshit jobs* qui au delà du qualitatif met du quantitatif sur le travail «*inutile*».

On parle de travail inutile, voir nuisible, lorsque tout ou partie de notre travail n'aurait pas lieu d'exister dans un autre système (plus rationnel humainement) et que les individus au fond d'eux-mêmes en sont conscients. Ses enquêtes relèvent qu'un tiers des gens pense que leur travail ne devrait pas exister. En gros on pourrait avoir autant de biens et de services mais la charge de travail serait mieux répartie si on réorientait les boulots inutiles vers l'utile. Mais cela va au delà d'avoir des emplois inutiles, dans chaque travail, la part d'inutile, d'aberration administrative va croissante. Par exemple, un infirmier estime que la moitié de son travail n'a pas lieu d'être. Cette part d'inutilité est la cause de nombreux burn-out, car elle vide de sens nos

emplois. Nombre d'entre nous sont en difficulté avec ça et cela rejoint cette notion de *fake*, de théâtre qui imbibe notre quotidien de salariés. Il y a quelque chose de différent avec l'exploitation directe, c'est qu'il y a une culpabilité à ressentir et exprimer une difficulté qui n'est pas liée aux conditions de travail, à la hiérarchie mais au sens du travail dans la société.

Beaucoup s'inventent temporairement des raisons, des excuses à justifier l'existence de leur travail.

La crise des *Gilets-jaunes* et la fracture dans la classe dominée que j'ai pressentie, en est l'expression même.

Les GJ, sont ceux (pour une bonne part) qui font du travail mal payé mais qu'ils savent profondément réel, utile. D'autres dont je suis, ne sont pas là pour leur pouvoir d'achat mais pour dénoncer cette violence d'une bureaucratisation envahissante qui fait qu'on passe plus de temps à faire des choses que l'on estime ne pas avoir à faire. Des formulaires en ligne qui changent sans cesse, des bilans de bilans, de bilans. Une charge mentale qui pourrit les journées: notamment tout ce qui est dématérialisé avec aucun interlocuteur en face pour aider. Ce n'est pas le numérique le problème, c'est le fait que le temps d'appropriation du fonctionnement d'une interface est plus long que le temps à réaliser l'acte. La suppression de l'humain dans les services publics, se traduit par une translation de la charge de travail dans nos boîtes ou dans notre vie privée, sans que le temps de travail en sus ne soit compris dans les salaires. L'administration estime que «*tu n'as que 5 minutes pour compléter ou saisir telle chose sur papier ou internet*».

«D'une bureaucratie envahissante qui fait qu'on passe plus de temps à faire des choses que l'on estime ne pas avoir à faire».

Comme parallèle, prenons en exemple que si beaucoup de gens sont capables de construire un mur, chez eux le week-end. Ils vont objectivement mettre beaucoup plus de temps qu'un maçon. Un petit mur, ou un grand mur, demande quasiment le même temps connexe (réflexion, préparation, maîtrise des outils, organisation, rangement)...

On nous fait passer pour anti-modernes, non adaptés (1), mais ce n'est pas le numérique qui est refusé, c'est le «*refilage de boulot en douce*». Sans compter, et D. Graeber le dit aussi, cela dépasse le simple fait de décharger du travail des services publics vers les individus, c'est pour occuper, pour divertir, pour diviser...

Enfin, il y a, je l'affirme, une partie des gens qui savent (au fond d'eux-mêmes) que leur travail n'existe que pour absorber la part de productivité gagnée sur ceux qui font les vrais boulot. Dans l'économie sociale que je connais bien, c'est flagrant. Le nombre de salariés qui s'occupent de penser, d'accompagner, de former, de financer, de contrôler, le secteur de l'aide à domicile enflé sans cesse. Plutôt que de recruter des nouveaux salariés sur les postes essentiels, pour diminuer les cadences ou donner plus de temps au public ou encore d'augmenter leurs salaires, on préfère créer des postes avec des noms de plus en plus complexes pour occuper les diplômés qui veulent échapper aux boulot perçus comme pénibles. Le temps passé à organiser, se réunir, savoir comment distribuer les subventions qui passent de structures en structures, n'a objectivement pas de sens.

Prenons le sujet délicat de la maltraitance envers les personnes âgées: au delà des quelques pervers et malades qui font volontairement souffrir des personnes vulnérables, l'essentiel de la maltraitance est involontaire. Elle a lieu par manque de moyens ou de reconnaissances de ces métiers. Le plus simple pour diminuer la maltraitance serait d'augmenter, la présence des aides à domicile et leur salaire. Or on ne cesse d'inscrire la maltraitance et sa prévention dans de multiples programmes, par exemple des formations qui mettent encore plus en difficulté les salariés qui ne peuvent les appliquer. Chacun pourra trouver des exemples dans son univers professionnel.

La rupture qui s'est agrandit le 14^{ème} week-end de mobilisation, au sein de la classe salariée, est en partie due au fait qu'une répartition du travail, une nouvelle donne, une réflexion mettrait en lumière, non seulement des salaires injustes, mais aussi la signification, le sens même de nombre d'emplois.

Plus le mouvement des GJ dure, plus il approfondit comme jamais depuis longtemps la question du

(1) Régulièrement à *La Poste* je refuse de me servir des machines à affranchissement: «*il va falloir vous y faire, c'est comme ça, on a des ordres...*».

sens. Il est impressionnant de voir comment des personnes venues à la politique (au sens premier) pour une question d'essence, en viennent à rejeter le capitalisme et surtout son monde mortifère, mais au-delà, la question de l'État comme superstructure parasite est très présente. Or, si une partie des classes moyennes est anticapitaliste, elle préfère l'emploi au travail, et donc l'État comme structure dé-responsabilisante et protectrice (2).

Mettre tout sur la table, ne générerait pas que la bourgeoisie. A la différence de Ruffin qui se plaint qu'une partie des classes moyennes n'ait pas rejoint le mouvement, je ressens qu'une partie de cette classe croit intimement qu'elle a plus à perdre qu'à gagner à faire tomber le système. Elle a tort sur le long terme.

Et cela me permet de faire la transition avec une autre partie de mon propos: la démocratie fait peur à nombre de personnes.

Une partie des classes dominées reste persuadée d'être en démocratie, bien que critique, souvent à gauche voir révolutionnaire: la propagande, dès l'école maternelle, les a persuadées d'être dans le moins pire des systèmes. La victoire de cette propagande est telle qu'elle est invisible bien qu'assise sur une énor-méité: «*tu es libre de t'exprimer si tu ne remets pas en cause l'inégalité des richesses, la propriété privée*». La liberté individuelle a-classiste est la quintessence de cette démocratie désignée comme la démocratie. Nombre de personnes s'affirmant de gauche ont une grande crainte du peuple. La propagande pendant 3 mois du pouvoir médiatico-politique les a persuadées de l'incapacité des classes populaires à être profon-dément démocrates. On réinvente la question de la peine de mort pour éviter de parler de la répartition du travail et des richesses. Mais certains s'en rendent compte et commencent à l'assumer. Le voile levé, cer-tains deviennent cyniques, non sans une violence contre ceux qui leur font remarquer qu'à tout prendre ils préfèrent couvrir toutes horreurs du gouvernement français que construire une démocratie à la base.

La peine de mort, l'avortement, mariage pour tous, accueil des migrants, tout est prétexte à couvrir d'im-mondices le peuple qui serait haineux, homophobe, raciste et prêt à enlever les libertés individuelles. Sa-chons répondre qu'à part quelques abrutis sur les réseaux, nous n'avons pas entendu ces thématiques sur les ronds-points. Au contraire, ce sont nos gouvernements successifs, qui infligent la peine de mort admi-nistrative, les assassinats ciblés sur des soi-disant terroristes dans de nombreux pays, qui sont souvent des opposants politiques à des dictateurs ou encore plus souvent des civils. Leur nombre est bien supérieur à celui perpétré par les islamo-fascistes sur «*notre*» sol. Mais cette classe moyenne de gauche bien pensante, que le mouvement des *Gilets-jaunes* a obligé de s'intéresser à la politique, en fait se met à assumer plus ou moins consciemment, que des civils syriens mort sous nos bombes, c'est pour notre tranquillité, on y peut rien. Sur le droit à l'avortement, ne peut-on pas dire que ce sont nos gouvernements qui coupent les moyens financiers le rendant difficilement accessible et non pas les *Gilets-jaunes* qui voudraient le remettre en cause. Qui sont et seront majoritairement les 100.000 morts de l'amiante?

Les libertés individuelles sont distordues jusqu'à l'extrême comme excuse du maintien du système. Re-mettre en cause ces massacres silencieux, ce serait s'attaquer à la propriété privée, au droit d'acheter sa maison et son jardinet. L'antisémitisme a été une instrumentalisation dégueulasse sur le dos des victimes de la *Shoah*. Tous les *Gilets-jaunes* ont été traités d'antisémites, on a parlé de loi, le président s'est dépla-cé...Tout cela pour savoir après que la stèle à Strasbourg avait été accrochée par un mec bourré sortant de boîte qui s'en était même pas rendu compte. Quand à la personne qui faisait des tags partout dans le RER et ailleurs... il a été arrêté, il a avoué, c'est paru en petit dans la presse... mais il ne correspond ni au profil du *Gilet-jaune*, prolo-blanc ou de l'arabe de banlieue, qu'on nous vend - tous les deux - comme antisémites par nature (3)...

Travail inutile et mal réparti, démocratie dangereuse... le troisième point est l'impasse écologiste. Car oui, toute crise met en avant tous les problèmes réels.

J'en viens au deuxième livre: *Le syndrome de l'autruche, pourquoi notre cerveau veut ignorer le change-ment climatique* de Georges Marshall. Il explique bien que le fait d'être soit disant éduqué, cultivé, ne pro-tège pas contre la négation. Bien au contraire dirait Chomsky. Nombre de personnes savent le changement en cours mais ne veulent pas le croire. Je joins à ce fait de changement climatique, celui de la chute des

(2) Regarder la vidéo/interview de Vincent Cespedes le 11 mars sur *Le Media*.

(3) Il y a bien sûr des antisémites dans les GJ, statistiquement c'est sûr, néanmoins, présent sur les rond-points, et sur les principales pages *Facebook*, c'est une thématique qui était portée par des gens ouvertement d'ultra-droite qui se sont détournés du mouvement.

espèces, dont les chiffres font vaciller les esprits... il paraît certain que l'on rentre dans l'inconnu à quelques années...

“Nombre de personnes savent le changement en cours mais ne veulent pas le croire.”

Les classes populaires que je fréquente, moins technophiles ou scientifiques, sont bien plus inquiètes depuis quelques mois de la chute du vivant et du réchauffement que les personnes dites cultivées. Il y a eu comme une inversion, le scepticisme des uns s'est effacé au profit de l'aveuglement des autres. Ma perspective est, il est vrai, celle de quelqu'un qui vit en milieu rural ou petite/moyenne ville, où le contact à la nature est permanent et où la disparition du vivant se voit à l'œil nu. Les classes populaires savent que l'État ne les sauvera pas. Mais une partie des classes moyennes est soit sur la perspective du vote alternatif pour aller vers un autre modèle politique, soit sur l'expérimentation de modes vie différents. Il est impressionnant de voir que l'Histoire ou la Raison ne leur servent pas de lanterne. A-t-on jamais vu une classe dirigeante se déposséder ne serait-ce que d'une partie de ses priviléges pour sauver l'ensemble? Qui peut croire qu'expérimenter des villages ou des quartiers respectant les équilibres énergétiques, et rassemblant quelques milliers de personnes va sauver la vie sur la planète?

Cette double mise en abîme suscite un aveuglement d'un partie des classes moyennes, qui se sert des prétextes de violences, des accusations d'antisémitismes, d'homophobie (4) pour quelque part dire «*cela suffit! Les pauvres rentrez chez vous, vous nous empêchez de nous mentir sur nos valeurs*».

Qui sont les réactionnaires?

Quatre mois de mobilisation ont en effet radicalisé certains *Gilets-jaunes*, pas forcément dans le sens où on l'entend, mais dans le sens «*prendre à la racine*» les problèmes. Des GJ qui sont venus au mouvement pour le prix de l'essence que l'on raillait comme anti-écolos en viennent à remettre en cause tout le système capitaliste posant l'impasse écologique comme évidence. Et cela est comme un coup de poing pour celles et ceux qui se plaignent de l'inaction de la société depuis des années, pour qui la critique sociale en fait n'apparaît que comme une posture. Les GJ parlent de grève générale reconductible, mais au cas où ça changerait vraiment les choses...

Beaucoup de ceux qui critiquaient les «*beaufs*» qui ne se révoltaient pas contre les injustices sont aujourd'hui apeurés par la montée des eaux de la délinquance, veulent en mettant en avant les dérives de certains groupes essayer surtout de ne pas penser qu'ils seront eux-aussi bientôt touchés. Les bras de la république autoritaire et hédoniste dans laquelle ils vont se jeter, les laissera tomber bientôt... l'État qui est source de tous les problèmes, des déséquilibres ne peut être la solution.

Un chariot roulant à toute allure vers une falaise, n'y tombera pas moins en entier parce que certains s'y seront réfugiés à l'arrière.

Les GJ auront eu le mérite de dévoiler la matrice, d'ouvrir les yeux, de dénoncer le fait qu'ils n'en pouvaient plus de se noyer petit à petit, d'imaginer des solutions pour toutes... mais les solutions égalitaires qui ont toujours été les aspirations profondes des classes révoltées, certains et certaines ne les veulent pas... L'histoire n'est pas finie, qui aurait pu dire en novembre qu'il y aurait XVIII samedis de manifestations à la suite...

Cygalle, Poitiers.

(4) Il y a eu des manifestations, actes ou paroles, antisémites, racistes, homophobes, mais il est regrettable qu'un certain nombre de personnes mettent en avant ces gestes pour ne pas penser l'ensemble du problème.